laTrompette

JULIA GODDARD/Trompette

Dans quelle mesure l'UE règne-elle sur VOTRE vie ?

Beaucoup plus que vous ne le pensez !

- Richard Palmer
- 20/11/2020

C'est vrai, cet article *vous* est destiné . Si vous êtes comme la plupart des lecteurs de la *Trompette,* vous vivez en dehors de l'Union européenne et du Royaume-Uni. Vous ne connaissez pas grand chose des décisions prises par la capitale de l'UE à Bruxelles. Mais où que vous viviez dans le monde, l'Union européenne influence *votre* vie d'une manière majeure, en ce moment.

Comment l'UE exerce-t-elle ce pouvoir ? Et est-ce important ?

Les règles qui gouvernent le monde

Tant d'aspects de notre vie sont régis par des règlements détaillés, mais souvent invisibles. Votre nourriture, votre voiture, votre banque, votre voyage. Comment vous publiez sur les médias sociaux, quelles informations votre téléphone intelligent [*Smartphone*] peut recueillir, quelles normes les jouets de vos enfants doivent respecter, comment votre siège d'auto protège votre enfant, comment votre ordinateur localise le site Web que vous recherchez.

Ces règlements ont d'énormes effets sur votre vie. Des normes de sécurité routière plus strictes, par exemple, peuvent vous sauver la vie. Mais ils peuvent également rendre votre voiture plus chère à acheter et à conduire. Un détail obscur de la réglementation alimentaire pourrait vous coûter des centaines, ou même des milliers de dollars par an. Pourtant, dans de nombreux cas, ces décisions importantes ne sont pas prises par les gouvernements nationaux. Au lieu de cela, les règles qui régissent ce qui entre dans la nourriture que vous mangez tous les jours sont décidées par des groupes plus obscurs.

La présence d'un grand nombre de ces règlements n'est pas nécessairement une mauvaise chose. Il est pratique d'avoir des écouteurs *Bluetooth,* achetés dans un pays, qui sont capables de fonctionner dans un autre. Une norme alimentaire minimale commune facilite le commerce. Des normes communes sont essentielles dans un monde globalisé.

Mais ces règlements sont souvent gérés par des organisations éloignées et des commissions techniques. Et personne n'est plus influent dans l'élaboration de ces règles que l'Union européenne. Un examen de ces règles révèle une puissance en hausse en Europe qui a beaucoup plus d'influence mondiale que la plupart ne le pensent.

« Aujourd'hui, peu d'Américains savent que les réglementations de l'UE déterminent les paramètres de confidentialité par défaut sur leurs *iPhones* ou le type de discours que Twitter supprimera comme inacceptable », écrit le professeur de droit colombien Anu Bradford dans son livre *L'effet Bruxelles—comment l'Union européenne dirige le monde.* «Les lois de l'UE déterminent comment le bois est récolté en Indonésie, comment le miel est produit au Brésil, quels pesticides les producteurs de cacao utilisent au Cameroun, quels équipements sont installés dans les usines laitières en Chine, quels produits chimiques sont incorporés dans les jouets en plastique au Japon, ainsi que la quantité d'intimité accordée aux utilisateurs d'Internet en Amérique latine. »

L'effet Bruxelles est similaire à l'effet Californien. La Californie est l'État le plus peuplé des États-Unis, et certaines de ses

lois sont les plus strictes. Les entreprises veulent vendre aux 40 millions d'habitants de la Californie, de sorte qu'ils font leurs produits conformes aux lois de la Californie. Il n'est pas rentable d'appliquer les règles de la Californie uniquement aux produits vendus à la Californie. Donc, au lieu de cela, les entreprises appliquent ces lois à tout ce qu'ils vendent aux États-Unis. C'est pourquoi la moitié de ce que vous achetez porte une petite note expliquant que le produit est connu pour causer le cancer dans l'État de Californie.

L'Europe compte 445 millions d'habitants relativement riches et est l'un des marchés les plus importants et les plus lucratifs au monde. Il a également quelques-unes des réglementations les plus strictes au monde. Les grandes entreprises suivent les règles de l'UE afin qu'elles puissent vendre aux clients de l'UE, puis elles vendent les mêmes biens et services à d'autres nations.

Les grandes entreprises qui veulent accéder au marché européen doivent dépenser des millions de dollars supplémentaires en avocats, en équipements, en honoraires, en taxes et autres frais pour se conformer aux réglementations de l'UE. Mais ces entreprises adorent ça. Pourquoi ? Parce qu'il est plus facile de faire face à un ensemble de réglementations strictes qu'à des dizaines d'ensembles différents dans des dizaines de pays européens. Cela signifie également que les petites entreprises ne peuvent pas rivaliser.

Une fois que les grandes entreprises s'engagent à appliquer les réglementations de l'UE, elles deviennent, en fait, des agents de l'UE. Le plus petit concurrent national d'une grande entreprise dans un pays non membre de l'UE n'a pas à suivre ces mêmes règles et est donc plus petit, plus agile et capable de retirer une partie de leur part du marché. Les grandes entreprises sont donc motivées à faire pression sur les gouvernements nationaux du monde pour qu'ils adoptent les règles de l'UE, ce qui les aide à écraser leur concurrence.

Le résultat est quelques alliances bizarres. Vous avez peut-être pensé que les grandes entreprises et les organismes de bienfaisance écologistes seraient des ennemis amers. Mais les deux ont travaillé ensemble pour faire pression sur l'UE pour qu'elle adopte un ensemble de normes pour la déclaration des dossiers environnementaux des entreprises. Ensuite, ils ont travaillé ensemble pour persuader l'Organisation internationale de normalisation d'appliquer les mêmes règles dans le monde entier. Greenpeace et Copa-Cocega—un organisme représentant les agriculteurs européens—ont travaillé ensemble pour promouvoir des règles européennes strictes limitant les cultures génétiquement modifiées.

Non pas que les bureaucrates de l'UE aient besoin de l'aide. Ils sont eux-mêmes assez agressifs pour imposer les règles de l'UE sur d'autres pays du monde.

Bradford affirme que cette poussée a commencé vers 2007. C'est à ce moment que la Commission européenne a vu ce qu'elle a appelé « une fenêtre d'opportunité pour faire avancer les solutions mondiales. L'UE est bien placée pour prendre les devants ». La même année, un autre document de l'UE a déclaré que les efforts de l'UE pour créer un ensemble unique de règles internes devraient être « le tremplin d'un ambitieux programme mondial ».

C'est devenu une réalité mondiale.

L'UE signe de nombreux accords commerciaux. Elle a conclu plus de 50 accords commerciaux préférentiels—par rapport à 18 pour le Japon et 14 pour les États-Unis. Bradford écrit que « l'UE peut utiliser sa vaste taille de marché comme monnaie d'échange asymétrique qui lui permet d'exiger des changements significatifs » aux règles des autres pays. Et ces accords commerciaux préférentiels ne sont qu'un type de traité—l'UE en signe beaucoup plus, de types différents, et presque tous poussent pour les réglementations de l'UE.

L'UE fait tout son possible pour aider d'autres pays à adopter ses règles. Elle fournit une expertise technique pour rédiger des variantes locales de ses règles, et elle paie les pays pour les mettre en œuvre—ce qui n'est pas quelque chose que d'autres pays font habituellement.

Les tribunaux de l'UE jouent également leur rôle. La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a tenu à appliquer la justice en appliquant les règles de l'UE à d'autres pays. En 2012, elle a statué que Google, une société américaine, devait respecter le droit d'un citoyen espagnol d'être « oublié » et de supprimer certaines données des résultats de recherche sur son nom.

Ensuite, il y a les clones de l'UE dans le monde entier. La Communauté andine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe copient tous les systèmes européens et les réglementations européennes. Ils ont même leurs propres copies de la CJUE. Le Tribunal de justice andin de la Communauté andine, par exemple, est fondé sur la CJUE et cite souvent les décisions de la CJUE dans ses propres décisions. C'est l'un des 11 tribunaux dans le monde qui sont essentiellement des clones de la CJUE.

Puisque l'UE a commencé à mettre en place des réglementations lourdes avant la majeure partie du reste du monde, elle influence d'autres organisations internationales qui mettent en œuvre des normes internationales comme l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture. L'Organisation mondiale de la santé a suivi les principes européens dans sa Commission du Codex Alimentarius, qui établit des normes alimentaires mondiales. La Commission économique des Nations Unies pour l'Europe a entraîné l'exportation des normes de sécurité des automobiles de l'UE vers des pays d'Amérique latine et d'Asie.

Une autre raison pour laquelle d'autres pays et organismes internationaux mettent en œuvre des règlements de type européen est la simple commodité. Il est plus facile de copier des fragments du droit de l'UE que d'écrire le vôtre. Le droit américain repose moins sur l'autorité centrale que le droit européen ; pour préserver les droits individuels, elle s'appuie

davantage sur les décisions des tribunaux. Cela rend plus difficile pour d'autres pays de copier et coller les lois américaines dans leurs propres systèmes juridiques distincts. Les lois européennes, en revanche, reposent sur une autorité centrale plus forte ; elles sont déjà conçues pour fonctionner dans un large éventail de pays et sont facilement traduits dans de nombreuses langues, y compris le Français, l'Espagnol et le Portugais. C'est une autre raison pour laquelle les anciennes colonies européennes d'Afrique et d'Amérique latine copient souvent les lois de l'UE et les décisions de la CJUE.

Les réglementations environnementales de l'Amérique latine sont donc similaires à celles de l'Union européenne. Les tribunaux africains copient les arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne. L'Équateur a plagié presque exactement les lois de l'Espagne sur la concurrence des entreprises, qui étaient basées sur celles de l'UE.

Certains des cas les plus marquants de l'UE proviennent de sa législation sur la concurrence. En 2001, General Electric a voulu acheter Honeywell—deux firmes américaines. Le ministère de la Justice des États-Unis a approuvé l'achat. Mais l'UE a utilisé ses lois sur la concurrence pour la bloquer. Plus récemment, l'UE a infligé des amendes de plusieurs milliards de dollars à Google, Apple, Microsoft, Intel et d'autres. La crainte de ces amendes massives a amené ces entreprises à changer leurs pratiques dans le monde entier.

Mais elle a aussi façonné le droit dans d'autres pays.

Plus de 130 juridictions ont des lois sur la concurrence. « Un examen plus attentif de ces lois révèle qu'une grande majorité d'entre elles ont été rédigées pour ressembler étroitement au droit de la concurrence de l'UE.... La majorité des marchés mondiaux sont couverts, dans la pratique, par une variante du droit de la concurrence de l'UE », écrit Bradford.

Ainsi, les règles qui régissent les affaires et les produits dans votre pays sont écrites dans l'UE. Et alors ? Eh bien, certaines de ces règles restreignent votre liberté individuelle, y compris ce que vous pouvez et ne pouvez pas dire.

Les règles qui gouvernent l'Internet

Essayez d'envoyer le « mauvais » type de vidéo à votre ami, et vous vous familiariser rapidement avec les nouveaux censeurs de l'Internet.

YouTube, Facebook et d'autres plateformes de médias sociaux ont minimisé, caché et supprimé des contenus que leur leadership désapprouve. C'est une vieille nouvelle. Mais maintenant, la censure devient plus agressive.

YouTube a passé la période de coronavirus à jouer à frapper la taupe : ils enlèvent les vidéos qui présentent toute sorte de point de vue dissident sur la crise, seulement pour voir la même vidéo repostée encore et encore. Certaines de ces vidéos sont publiées par des charlatans évidents, mais beaucoup ne le sont pas.

Essayez de partager une de ces vidéos problématiques en privé avec quelques amis sur WhatsApp, qui appartient à Facebook, et vous vous retrouverez bloqué. WhatsApp peut détecter ce que vous faites, même dans votre messagerie « privée », et peut limiter votre partage de vidéos avec du contenu qu'il désapprouve.

Recherchez des informations sur le coronavirus sur Google, et vous êtes redirigé vers une partie spéciale du site qui renvoie uniquement aux sources du courant dominant faisant la promotion du même récit du courant dominant. Encouragez les gens à protester contre les ordres de confinement sur Twitter, et vous verrez votre compte suspendu.

Les gouvernements européens veulent que la censure aille plus loin. La France et l'Allemagne ont toutes deux dévoilé des lois contre les discours de haine en ligne. Bien qu'elles ne soient pas identiques, les deux lois exigent que le contenu jugé « haineux » soit rapidement retiré des sites de médias sociaux—avec des menaces d'amendes massives s'ils ne le font pas. Le ministre des Affaires numériques, Cédric O, a qualifié la loi française de « première brique de ce nouveau paradigme de régulation des plates-formes ».

Certaines de ces lois seront bonnes, en particulier les dispositions contre la pornographie juvénile. Le problème, est que les lois contre le « discours de haine » et la « propagande terroriste » peuvent être étendues assez loin. *La Quadrature,* une organisation à but non lucratif de défense des droits numériques, a averti que, dans la loi française, la définition du terrorisme est suffisamment large pour pouvoir être utilisée pour mettre fin aux manifestations pacifiques et autrement légales. Les tribunaux européens ont déjà considéré même les critiques académiques de l'Islam comme des « discours de haine ».

L'un des porte-parole de *La Quadrature* a déclaré à CNN que cela pourrait donner au gouvernement « un nouvel outil pour abuser de son pouvoir et censurer l'Internet à des fins politiques ».

La Cour constitutionnelle française a soulevé des préoccupations similaires, et la mise en œuvre de sa loi a donc été retardée.

L'Allemagne, cependant, avance à pleine vitesse. Sa loi de 2017 sur l'application des réseaux était si restrictive que *Human Rights Watch* l'a attaquée parce qu'elle était « vague, trop large et qu'elle transformait les entreprises privées en censeurs trop zélés pour éviter des amendes sévères, laissant les utilisateurs sans contrôle judiciaire ni droit de recours ». Cet été, Berlin s'y est ajouté, obligeant les réseaux sociaux à signaler certains types de « contenus criminels » à la police. Tech Crunch a écrit que « Désormais, le souci est que les géants des médias sociaux sont cooptés pour aider l'État à construire des bases de données massives sur les citoyens sans justification juridique solide. »

L'UE travaille actuellement sur une directive qui forcerait l'ensemble de l'Union à adopter une norme similaire. Il travaille sur une loi sur les services numériques. Bien que la loi n'en soit qu'à ses débuts, il semble que l'UE veuille surveiller, pas seulement des contenus illégaux, mais des contenus « nuisibles » sur les réseaux sociaux. L'année dernière, le *Financial Times* rapportait—citant des responsables anonymes de l'UE—que cette loi créerait un nouveau « régulateur technologique centralisé de l'UE » doté de « pouvoirs juridiques étendus pour réglementer les discours haineux, autres contenus illégaux et la publicité politique ».

Ce ne serait guère surprenant. En ce qui concerne la surveillance du contenu en ligne, l'UE a généralement suivi l'exemple de l'Allemagne.

Dommage pour la France et l'Allemagne, vous penseriez peut-être. *Heureusement que je ne vis pas en Europe.* Mais cela vous affecte aussi. Même si vous vivez aux États-Unis, les sites Web que vous utilisez régulièrement respectent déjà les lois de l'UE.

En 2018, par exemple, l'UE a mis en œuvre le Règlement général sur la protection des données (RGPD), qui réglemente la façon dont les entreprises Internet utilisent vos données personnelles. Facebook, Microsoft et Google ont tous appliqué cette politique à l'échelle mondiale. Vous avez probablement déjà trouvé vous-même avoir à passer par des étapes supplémentaires et des vérifications pour ouvrir ou même maintenir un compte en ligne.

« De même, les règles de l'UE influencent les types de discours que les entreprises Internet autoriseront sur leurs plateformes », a écrit Bradford. « Au lieu d'être guidés par les protections de la liberté d'expression du Premier amendement américain, Facebook, Twitter et YouTube suivent la définition de l'UE du discours haineux dans le monde entier lorsqu'ils décident quel contenu retirer de leurs plateformes. » Auparavant, Google avait une direction plus ouverte, mais maintenant ils ont fait « un choix stratégique pour passer à un style européen plus restrictif de la réglementation des discours de haine ».

Beaucoup de ces entreprises ont déjà signé un code volontaire de l'UE sur les discours haineux—sous la menace d'une réglementation beaucoup plus stricte si elles ne le faisaient pas. Ces règlements ont été intégrés aux conditions officielles de service des entreprises, même aux États-Unis. Lorsque YouTube supprime une vidéo parce qu'elle viole ses normes, ce qu'il ne vous dit pas, c'est que ces normes comprennent des règles imposées sur elle par l'UE.

L'année dernière, la Cour de justice de l'Union européenne a statué qu'un juge d'un pays de l'UE pouvait ordonner de retirer le contenu des médias sociaux dans le monde entier. Un Américain peut écrire une publication Facebook destiné aux Américains en Amérique—mais la CJUE dit que les tribunaux européens ont le pouvoir d'ordonner qu'elle soit supprimée. La CJUE a admis dans son jugement que contrôler le discours du monde entier est une mesure drastique à prendre. Quelles mesures de protection propose-t-elle pour empêcher les tribunaux d'abuser de cet immense pouvoir ? Ils doivent « adopter une approche d'*autolimitation* ». Il n'y a pas de garantie.

Cet été a montré que ces entreprises technologiques américaines ne sont pas réticentes à censurer. Même si l'UE ne faisait rien, une grande partie de cette censure continuerait. Les PDG des grosses entreprises technologiques soutiennent massivement les démocrates. Mais il importe toujours que l'UE écrive les règles. Ils ont établi les frontières de la parole acceptable, et les juges européens les patrouillent. Ils poussent déjà Facebook et Google vers plus de censure que les géants de la technologie auraient autrement mise en œuvre.

Le Web mondial change sous vos yeux. C'était une fois libre pour tous, avec tout le bon et le mauvais qui sont venus avec elle. Maintenant, la grande majorité du trafic est canalisé par une poignée de gardiens, qui vous permette de voir seulement certaines choses. Et c'est l'Union européenne dirigée par l'Allemagne qui détermine ce que vous pouvez et ne pouvez pas voir.

Créer des règles—Devenir des dirigeants

Bradford a écrit que le pouvoir d'établissement des règles de l'UE signifie qu'elle « reste une superpuissance influente qui façonne le monde à son image ».

Alors pourquoi n'entendons-nous pas plus parler de ce pouvoir ? Parce que les gens sont à l'aise avec l'UE. À l'heure actuelle, personne ne la craint ; Bruxelles n'est pas menaçante. Mais c'est naïf, et ils ne reconnaissent pas qui est vraiment derrière cette tendance importante.

L'Allemagne est le leader incontesté de l'Europe—et le plus influent dans son établissement des règles. Ses lois environnementales sont devenues les lois environnementales de l'UE, qui ont maintenant un impact majeur sur le monde.

Plus important encore, l'Allemagne, avec la France, est le principal architecte derrière la réglementation de l'Internet par l'UE. Les Allemands ont ouvert la voie en réprimant les discours haineux. Avec l'adhésion de la France, l'ensemble de l'UE emboîte rapidement le pas, ce qui aligne largement les lois européennes sur les discours haineux dans leur ensemble avec les lois allemandes.

Imaginez si la couverture de ce sujet avait parlé de « l'Allemagne » au lieu de « l'Europe » et « Berlin » au lieu de « Bruxelles ». Le monde serait beaucoup plus troublé par l'Allemagne écrivant des règles qui s'appliquent de la Bolivie au

Belize, de Trondheim à Tombouctou.

Bruxelles n'est pas à 100% sous le pouce de l'Allemagne. Mais pour les Allemands, avoir la décision occasionnelle d'aller contre eux est un petit prix à payer pour le manteau d'invisibilité que fournit Bruxelles.

« Nous devons mettre cette question dans le contexte de la prophétie biblique et de l'histoire », a écrit Gerald Flurry, rédacteur en chef de la *Trompette*, dans *L'Allemagne prend le contrôle de l'Internet* « L'UE dirigée par l'Allemagne se comporte comme le Saint Empire romain s'est *toujours* comporté. L'Allemagne cherche une fois de plus à imposer sa volonté au monde. C'est un message difficile à accepter, et beaucoup de gens ne seront pas d'accord avec cela, mais c'est la vérité ! » (*Trompette,* juillet 2019).

Ce nouveau pouvoir se fait déjà sentir, et il veut contrôler ce que vous lisez et dites. C'est exactement le genre de puissance qui est prédit dans la Bible—et que nous prévoyons depuis des décennies.

En mai 1945, alors que la poussière de la Seconde Guerre mondiale s'installait encore à Berlin, Herbert W. Armstrong fit une prévision étonnante : l'Allemagne se relèvera. Mais elle ne le ferait pas comme une seule puissance comme elle l'avait fait dans la Première et la Seconde Guerre mondiale. Au lieu de cela, a dit M. Armstrong, elle ferait partie d'une « Union européenne ».

Il a également dit que ce serait une puissance économique. Quelques années seulement après les débuts de l'UE, en 1959, M. Armstrong a écrit que cette puissance allemande à venir « va premièrement commencer comme un système économique avec une très grande prospérité. Plus tard, elle deviendra une union politique ».

Nous avons vu l'Europe marcher exactement sur cette voie. Comment M. Armstrong a-t-il fait ces prévisions ?

Apocalypse 18 décrit une puissance qui domine le commerce mondial. « Toutes les nations » sont influencées par cette superpuissance. « Les marchands de la terre se sont enrichis par la puissance de son luxe »—les grandes entreprises sont devenus riches en travaillant avec elle (verset 3). Quand ce pouvoir tombera, « les marchands de la terre pleurons et seront dans le deuil à cause d'elle, parce que personne n'achètera plus leur cargaison » (verset 11).

Vous pouvez déjà voir cela s'accomplir. L'UE est au centre d'un système mondial de commerce et de réglementation. Elle exerce le pouvoir d'appauvrir ou d'enrichir les marchands modernes par sa régulation de l'une des régions les plus riches de la Terre. Elle travaille main dans la main avec les grandes entreprises, au profit des deux.

Apocalypse 17 confirme que ce pouvoir est en Europe—il donne une description d'un empire que l'on ne trouve nulle part ailleurs. Cet empire est contrôlé par une femme—ou, dans le symbolisme biblique, une église (Apocalypse 17 : 3). Et il se lève et tombe sept fois (versets 9-10). Seule l'Europe a connu la montée et la chute des pouvoirs successifs, menés par l'Église catholique.

Ce qui monte aujourd'hui, c'est une extension de ce qui s'est passé auparavant. Le verset 8 appelle ce pouvoir « la bête qui était, et qui n'est plus, et qui reparaîtra ». Il y a un pouvoir avec un caractère de censure similaire qui va et vient sur la scène européenne tout au long de l'histoire : le Saint Empire romain.

Apocalypse 13 décrit ce même pouvoir intervenant dans l'activité commerciale quotidienne. Elle impose une « marque » symbolique à tous ceux qu'elle contrôle. S'il y en a, qui refuse « ils ne peuvent acheter ni vendre » (verset 17), ni participer au commerce.

L'UE contrôle déjà partiellement ce que les gens peuvent et ne peuvent pas dire en ligne. Il n'est pas difficile d'imaginer qu'elle aille plus loin et qu'elle impose de lourdes restrictions à ceux qui sont en désaccord avec ses croyances.

C'est la vraie raison de craindre la montée du pouvoir de réglementation de l'UE. Actuellement, l'UE excelle dans exactement les domaines de la « puissance douce » que la Bible a dit qu'elle dominerait. Les mêmes Écritures nous disent qu'elle aura bientôt le pouvoir de forcer ses règles aux autres—plutôt que de simplement cajoler, encourager et persuader.

Il en résultera un nouveau système économique brutal qui dominera le monde. Apocalypse 18 nous dit que ses marchands vont même échanger des esclaves (verset 13).

Une telle prévision peut sembler improbable. Mais il en va de même des prévisions en 1945 que l'Allemagne se hisserait à la tête d'une puissance économique. Vous pouvez voir tant de ces prévisions et prophéties déjà accomplies. Allez-vous croire le reste avant qu'il ne soit trop tard ?

Si vous le faites, la Bible offre aussi un grand espoir. Les mêmes Écritures qui décrivent ce pouvoir montrent comment il s'inscrit dans le plan global de Dieu pour l'homme. Il est en contrôle, Il permet à ce pouvoir de s'élever, Il le détruit au temps fixé, et à la fin, Il travaille sur un plan fantastique pour toute la Terre.

Téléchargez, ou commandez votre copie gratuite de

Qui est, ou qu'est-ce que, la bête prophétique ?

maintenant en cliquant ici.